

La promesse : 3 % du PIB avant 2010 pour la recherche

Christian de MITTELWIHR

« La France devra consacrer 3 % du PIB en 2010 à la recherche », fut la promesse du candidat Chirac, plusieurs fois rappelée par le Premier ministre Raffarin, mais dont on n'a jamais vu le début de réalisation.

Cette promesse avait, à l'époque, laissé les chercheurs dubitatifs, tant l'augmentation des crédits et du nombre de chercheurs devait être forte, pour ne pas dire énorme ! En effet, pour atteindre ces 3 %, les dépenses de recherche auraient dû progresser de 8 % par an, alors qu'elles ne furent que de 2,6 % au cours des dix dernières années.

Aux seuls EPST (Etablissements publics scientifiques et techniques, dont le CNRS) fut promis le 1 %, ce qui impliquait que les crédits (qui représentaient 0,61 % du PIB en 2000) augmentent de 10 % par an d'ici à 2009, soit 5 fois plus que la progression constatée au cours des 10 dernières années.

« En colère, les chercheurs du CNRS ? »

Ces objectifs récemment réaffirmés par le président de la République ont aussi des effets en terme d'emploi. Fin 2000, il y avait, en équivalents plein-temps, 127 000 chercheurs dans notre pays. Pour atteindre les 3 % du PIB avant 2010, ce nombre devrait progresser de 46 000 emplois en équivalents plein-temps, soit 9 000 recrutements supplémentaires par an, chiffre auquel il faut ajouter environ 5 000 départs à la retraite par an, soit 14 000 docteurs par an en équivalents plein-temps. Pour l'ensemble des seuls EPST, cela implique 11 000 chercheurs supplémentaires d'ici à 2010, soit 2 200 par an plus 700 pour compenser les départs à la retraite - près de 2 000 par an pour le seul CNRS.

241

Les chercheurs ont fait les comptes et demandent des comptes... Curieux que plus le temps avance plus les attaques contre les EPST se font de plus en plus âpres. Pourtant, le 7 avril 2004, le ministre de l'Education Fillon a tenu « à souligner la place qu'accorde le gouvernement à la politique de recherche : celle d'une priorité nationale ». Mais combien savent que, déjà en été 2003, l'Union européenne a annoncé qu'elle avait besoin de 550 000 chercheurs, ingénieurs de recherche et enseignants-chercheurs supplémentaires d'ici à 2010 ?

En colère, les chercheurs du CNRS ? Si le malaise dans la recherche scientifique ne date pas de ces dernières années, il est endémique au sein des organismes de recherche publics depuis plus de 25 ans. Il concerne à la fois les moyens de travail, les crédits, les postes de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens... les conditions de travail et les salaires. Mais une telle promesse non tenue, pire reniée dès l'origine avec gels, reports, annulations de crédits, réductions de postes et blocages des carrières a été la goutte qui... ■